

Crise de la presse, ère du soupçon, malaise social

LE TUMULTE PROVOQUÉ par le livre de Philippe Cohen et Pierre Péan indique que ce pamphlet a un sens qui le dépasse. Mais ce n'est pas seulement le journal *Le Monde* qui est mis en cause par l'esprit du temps, dès lors que l'on observe que l'ouvrage n'est pas isolé.

Daniel Carton, dans *Bien entendu c'est off* (Albin Michel), dénonce les connivences qui seraient inhérentes au journalisme politique. François Ruffin, dans *Les Petits Soldats du journalisme* (Arènes), critique le conformisme du Centre de formation des journalistes. L'entourage de Bernard Loiseau accuse les médias d'avoir poussé le grand cuisinier au suicide. Le film *Décryptage* (de Philippe Bensoussan et Jacques Tarnero) entend démontrer le parti pris anti-israélien des médias. La vulgarité des attaques de la presse populaire britannique à l'encontre de la France ou le bellicisme de certains journaux américains manifestent par ailleurs que la presse peut être un instrument de propagande tout autant qu'un moyen d'information.

C'est donc une attitude générale de défiance qui vise la presse écrite. Elle ne prend sens que si l'on observe qu'elle s'est formée après que les structures de pouvoir ont été livrées au soupçon : la multiplication des « affaires » dans les années 1980 et 1990 a durablement affecté l'image que les citoyens se forment des responsables politiques. Par ailleurs, les licenciements de Danone en 2001, la manipulation des comptes d'Enron, l'écroulement de Vivendi ont donné à penser que la recherche exclusive du profit maximal faisait oublier les considérations qui font normalement de l'activité économique un facteur essentiel de la cohésion sociale. Il n'est pas jusqu'à la justice qui n'en vienne à subir le venin du soupçon, quand elle est présentée comme partisane ou arbitraire. Il est donc assez logique que le contre-pouvoir qu'est la presse – qui se laisse souvent aller à croire qu'il est un quatrième pouvoir – subisse la progression cor-

rosive de la défiance à l'égard des cadres sociaux de la décision collective.

Il convient d'élargir encore la vision. Il n'est pas indifférent que la critique violente à l'encontre de la presse, et singulièrement du *Monde*, qui occupe une place si particulière dans la société française, intervienne après le 21 avril 2002, quand, au premier tour de l'élection présidentielle, les électeurs ont renvoyé Lionel Jospin à la vie privée. Le fort taux d'abstention, le faible score obtenu, de son côté, par Jacques Chirac indiquaient de surcroît que le corps électoral n'avait pas seulement rejeté une formation politique ou un homme, mais s'était largement détaché du jeu démocratique et détourné d'un système politique que la cohabitation avait paru verrouiller. A cette occasion, s'est manifesté l'extraordinaire décrochage entre le peuple et les classes supérieures de la société. Le fait que la presse n'ait pas senti ce décrochage et n'ait pas su en rendre compte, alors même qu'il était préparé par le désaveu des pouvoirs politiques et économique, explique qu'elle puisse être associée à ceux-ci.

FASCINATION POUR INTERNET

Si elle ne l'a pas pressenti, c'est sans doute qu'elle n'a pas su porter le regard critique là où il fallait. Elle n'a pas manqué d'acuité, mais de bonne focalisation. Ainsi, peut-être les citoyens ont-ils peu voté pour M. Chirac au premier tour, non pas tant en raison des « affaires » le concernant que parce que, après avoir mené campagne en 1995 sur le thème de la « fracture sociale », le gouvernement d'Alain Juppé – le premier de la présidence Chirac – avait mené une politique classiquement conservatrice.

De même, le rejet de la gauche plurielle vient-il sans doute de ce qu'en cherchant à combiner intelligemment libéralisme et socialisme elle en est venue à faire la seule politique des classes moyennes et supérieures, en oubliant les inquié-

tudes populaires. Encore, l'attention légitime apportée à la construction de l'Europe a-t-elle fait sous-estimer le sentiment que la Commission de Bruxelles apparaissait comme un pouvoir mystérieux et incontrôlable. Enfin, l'obsession de la croissance et la fascination pour le phénomène Internet ont-elles empêché de prêter suffisamment attention à la montée des inégalités, qui, indépendamment de son caractère moralement injustifiable, est aujourd'hui le plus puissant agent de destruction de la cohésion sociale, aussi bien au sein des sociétés qu'entre les pays dits développés et les pays pauvres.

Il appartient aux responsables politiques et économiques de prendre la mesure de ces phénomènes et d'y répondre. Il est du devoir particulier de la presse écrite, pour sa part, de comprendre la menace pour la démocratie que représente le sentiment d'impuissance qu'éprouvent de si nombreux citoyens – menace d'autant plus grande que le ralentissement prolongé de la croissance économique et la tentation de la violence attisée par les terroristes et par les Etats-Unis accroissent les pressions sur la stabilité sociale. A la place qui est la leur, les journalistes ont à réinterroger leur pratique : dans la situation historique présente, elle leur dicte de déplacer leur centre d'intérêt, de se mettre autant à l'écoute du peuple que des pouvoirs. L'information est là, dans les taudis de Caracas et dans les trains de banlieue parisienne, dans les grandes plaines américaines et dans les discothèques des petites villes de province. L'information ne gît pas seulement dans les réseaux cachés des oligarchies, mais au cœur palpant de la société, le long du système nerveux de la vie, dans les humbles neurones de la conscience collective. C'est en portant plus d'attention à cette réalité que la presse échappera à l'ère du soupçon.

Hervé Kempf

Démocratie PAR PLANTU



Allemands et Français, champions d'Europe ?

Suite de la première page

Mieux : seraient-ils minoritaires dans l'Union qu'ils apporteraient, en refusant l'alignement pur et simple sur George W. Bush, une contribution inappréciable à une vraie politique extérieure et de sécurité commune. En donnant du crédit à l'idée d'une Europe autonome, ils renforceraient la possibilité d'un partenariat entre les deux rives de l'Atlantique qui ne soit pas un lien d'inféodation. Autrement dit, il faut aller au-delà des apparences. La question de l'Irak a certes profondément divisé l'Europe, mais elle a provoqué une prise de conscience, y compris dans les pays qui n'osent pas encore se l'avouer.

L'Italie et l'Espagne seraient les rangs derrière les Américains parce qu'elles préfèrent la tutelle lointaine des Etats-Unis au risque d'une hégémonie franco-alleman-

de plus proche. De plus, Silvio Berlusconi et José Maria Aznar ont été depuis longtemps séduits par George W. Bush, mais ils ne pourront pas toujours gouverner contre leurs opinions publiques. Quant aux pays d'Europe centrale et orientale qui seront membres de l'UE à partir de 2004, on peut expliquer leur penchant atlantiste par leur récent passé communiste, mais il ne faut pas désespérer de leur capacité à acquérir petit à petit une culture européenne.

Même si Jacques Chirac compte sur « les remords de n'avoir pu concevoir une position unique » pour donner une force nouvelle à l'Europe, le malheur est que cette conception de l'Europe est loin d'être partagée par tout le monde. L'obstacle principal à la réalisation des projets franco-allemands reste la Grande-Bretagne.

Dans la crise actuelle, s'est confirmée la règle en vigueur depuis la calamiteuse expérience franco-britannique à Suez, en 1956 : la Grande-Bretagne pense exister en se montrant la meilleure alliée des Etats-Unis, la France en exerçant son esprit critique. De quel côté penchera cette fois la balance ? Le verdict n'est pas encore tombé. Français et Allemands

ont peut-être présumé de leurs forces si les institutions internationales (UE, OTAN, ONU) sortent affaiblies de l'épreuve, et leur entente pourrait être mise à mal par une grave dépression dans les relations transatlantiques.

Mais Tony Blair est également fragilisé. Ce n'est pas nécessairement une bonne nouvelle dans la mesure où il est sans doute le premier ministre le plus européen que la Grande-Bretagne ait compté depuis longtemps. Critiqué à l'intérieur de son propre parti, coupé d'une opinion publique qu'il se plaisait à cajoler, en passe d'être mis devant le fait accompli par un président américain qu'il se faisait fort d'influencer, il lui est difficile de se présenter comme ce leader naturel de l'Europe qu'il aspirait à être. Quelles leçons en tirera-t-il ?

LE GRAND LARGE

Des guerres dans l'ex-Yougoslavie où les Britanniques avaient eu l'impression d'être les supplétifs d'Américains arrivés bien tard, il avait conclu que l'Europe devait se doter d'une politique de défense sur la base d'un accord avec la France.

La quadrature de l'Europe reste la même. Sans la Grande-Breta-

gne, une politique extérieure commune, a fortiori une politique de défense, est impensable, parce qu'elle est la seule, avec la France, à disposer à la fois de la tradition et des moyens indispensables. Avec la Grande-Bretagne, elle est peu vraisemblable aussi longtemps qu'entre le grand large et l'Europe, Londres choisira le grand large, selon le mot de Winston Churchill.

De la crise irakienne, les insulaires et les continentaux pourraient tirer des enseignements convergents. Les Français et les Allemands auraient conforté leur cause en cherchant à associer à leur politique d'autres Etats membres de l'Union et en se montrant moins arrogants envers les « petits ».

En se contentant d'être les *junior partners* des Américains, les Britanniques ont perdu l'occasion de se placer « au cœur de l'Europe », contrairement au vœu maintes fois exprimé par Tony Blair. La conclusion s'impose d'elle-même : ce n'est qu'avec une coordination de leurs efforts que les uns et les autres peuvent espérer jouer un rôle à la mesure de leurs ambitions.

Daniel Vernet

Le Monde
ÉDITORIAL

La Serbie oubliée

L'ASSASSINAT du premier ministre serbe, mercredi 12 mars, a provoqué des réactions nombreuses et choquées des responsables européens et de la Maison Blanche. Comme s'il ressuscitait le souvenir du cauchemar que fut pour la diplomatie occidentale la décennie Milosevic à Belgrade ; comme si la mort de Zoran Djindjic faisait soudain apparaître la fragilité de la démocratisation en cours en Serbie.

Ce processus est pourtant enclenché dans ce pays sans retour plausible et le risque n'est sûrement pas de voir resurgir sous des habits nouveaux les fantômes d'un autre âge. Mais la démocratisation piétine, elle a besoin qu'on l'aide à aller de l'avant. Il faut souhaiter que cette mort serve au moins à deux choses.

D'abord qu'elle amène les Serbes à prendre conscience que le temps n'est plus aux querelles entre partis groupusculaires, aux haines viscères entre chefs rivaux, à la chronique quotidienne de l'échange de mots d'oiseaux, à la politique façon Clochemerle ou façon mafia. Les Serbes ont conquis le droit à des élections libres ; ils ne doivent pas le galvauder comme ces derniers mois.

Mais la mort de Zoran Djindjic doit obliger aussi ceux qui à l'étranger la déplorent à s'interroger honnêtement sur la façon dont ils accompagnent aujourd'hui ce processus de démocratisation. N'a-t-on pas quelque peu oublié la Serbie ? George W. Bush a rendu hommage au premier ministre disparu, mais en quoi consiste la politique américaine envers Belgrade ? A mesurer chiche-

ment toute aide matérielle et à envoyer tous les six mois un diplomate de haut rang lancer un ultimatum au gouvernement sur le thème : soit vous envoyez au TPI un ou plusieurs autres inculpés vedettes et vous remettez vos archives à M^{me} Del Ponte, soit nous suspendons notre aide et bloquons vos dossiers dans les instances financières internationales. Le Tribunal de La Haye pour l'ex-Yougoslavie a trouvé sa raison d'être en obtenant Milosevic ; il n'aura pas achevé sa mission tant qu'il n'aura pas jugé Ratko Mladic et quelques autres. Mais, vue l'impéritie du TPI en matière pédagogique et l'échec de ce point de vue du procès Milosevic, on ne peut pas tenir pour négligeable la difficulté, pour Belgrade, de souscrire aux demandes de son procureur.

L'Europe est moins rustre. Elle sait avoir avec Belgrade d'autres sujets de dialogue ; elle offre, naturellement, d'autres perspectives d'intégration. Elle a parrainé la réforme institutionnelle qui a permis d'éviter une nouvelle sécession brutale, celle du Monténégro, de ce qui restait de la Yougoslavie. Mais elle n'a pas été non plus, sur le plan économique, à la hauteur de l'enjeu.

Djindjic, par son passé, n'était pas un héros de la libération tel qu'on se les représente en Occident. Mais il a su s'entourer de quelques hommes au-dessus de tout soupçon et, en bien des circonstances qui demandaient un éminent courage, il a endossé la bonne cause pour son pays. Peut-être en est-il mort. Passé les hommages, il ne faut pas oublier la Serbie.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel
Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora
Directeur général adjoint : René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lolichon
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :
Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :
François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ;
Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ;
Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIF

■ **DÉFICITS.** Dans l'article intitulé « Les dépenses publiques ont progressé de 33 milliards d'euros l'an dernier » (*Le Monde* du 12 mars), nous avons écrit par erreur que le déficit des comptes sociaux avait représenté en 2002 8,7 milliards d'euros. Il s'est en fait élevé à 4,7 milliards d'euros, contre un excédent de 4 milliards d'euros en 2001. Soit un dérapage d'une année sur l'autre de 8,7 milliards d'euros.

Par ailleurs, dans le même article, nous avons indiqué que les dépenses publiques avaient progressé de 33 milliards d'euros en 2002. Elles ont en fait augmenté

de 35 milliards d'euros sur la période.

PRÉCISION

■ **MUSIQUES.** La sélection du marché des musiques du monde, Strictly Mondial, qui a été organisée à Marseille le 26 février au 1^{er} mars (*Le Monde* du 17 mars), a été réalisée sous la direction de Bernard Aubert, directeur artistique de la Fiesta des Suds, en collaboration avec Marie-Josée Justamond, par un comité de sélection composé de Bogdan Benigar (Slovénie), Juana Burillo (Espagne), Luis Calvo (Espagne), Teresa Kerassidou (Grèce) et Dubi Lenz (Israël).

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975 ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschourg
94852 Ivry cedex



Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corne
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE